

- Des changements de politique visionnaires et transparents sont nécessaires pour que le téléphone mobile exprime pleinement son potentiel en matière de développement socio-économique en Inde

NEW DELHI, 23 octobre 2013 /PRNewswire/ -- La GSMA a publié aujourd'hui une analyse approfondie de l'impact socio-économique du secteur du téléphone mobile en Inde. Le rapport, intitulé « Mobile Economy India 2013 », élaboré par la GSMA en collaboration avec le Boston Consulting Group, révèle qu'en 2012, l'écosystème du téléphone mobile a généré environ 5,3 % du PIB indien, assuré directement 730 000 emplois, ce à quoi s'ajoutent 2 millions d'emplois supplémentaires si l'on inclut les points de vente et les distributeurs. Le rapport prévoit en outre que d'ici 2020, le téléphone mobile permettra d'apporter près de 400 milliards de dollars au PIB de l'Inde, de créer 4,1 millions d'emplois supplémentaires [1] et d'investir 9 milliards de dollars dans l'infrastructure indienne, avec 34 milliards de financements publics.

L'Inde est d'ores et déjà le second plus important marché en terme de connexions mobiles et d'abonnés uniques [2], avec près de 900 millions de connexions mobiles et 350 millions d'abonnés. Avec une amélioration de la gamme des tarifs et de la gestion, on prévoit une poursuite de la croissance des services de haut débit mobile, ainsi qu'une augmentation de 31 % du nombre d'utilisations de la 3G et de la 4G : de 107 millions de connexions 3G et 4G en 2013 à 409 millions de connexions en 2017. Cependant, le secteur mobile en Inde reste à la traîne par rapport à la plupart des économies majeures en termes de maturité et de pénétration.

« Le secteur du mobile indien est rapide et innovant, mais il ne dispose pas de l'environnement réglementaire adéquat pour soutenir ses ambitions », déclare Anne Bouverot, directrice générale de la GSMA. « L'absence de politiques prévisibles à long terme dans des domaines tels que l'attribution des fréquences radio est un frein pour l'investissement. Une politique plus flexible en matière de spectre permettrait de soutenir l'objectif du gouvernement indien d'augmentation de la couverture en zones rurales, notamment la libération de fréquences supplémentaires dans les bandes inférieures à 1 GHz et le développement de processus d'attribution qui ne se focalisent pas uniquement sur la maximisation des tarifs à court terme ».

Obstacles au changement et questions politiques clés L'environnement réglementaire en Inde ne permet pas au secteur du mobile d'exprimer pleinement son potentiel. Les investissements en infrastructure de réseau dans le pays sont ralentis par des politiques gouvernementales qui siphonnent les capacités d'investissement du secteur, en imposant notamment des frais de service universels élevés.

Le rapport appelle le gouvernement à travailler avec le secteur mobile afin de développer des politiques et des réglementations qui maximisent les investissements à long terme du secteur privé. Pour investir, le secteur a besoin de clarté concernant la direction économique globale et l'environnement réglementaire qui sera mis en place pour soutenir cette voie. Le rapport identifie trois domaines réglementaires nécessitant une attention particulière :

1. Gestion du spectre Selon les directives internationales, le gouvernement est encouragé à attribuer et à libérer davantage de spectre harmonisé, en blocs plus importants, afin d'éviter une fragmentation inutile du marché. Cependant, environ 60 % du spectre concerné n'est actuellement pas attribué et des blocs de grande taille spécifiquement identifiés pour le mobile sont occupés par d'autres secteurs.

Pour augmenter l'efficacité de l'utilisation du spectre, le gouvernement doit faciliter le partage déterminé par le marché et les échanges de ressources de spectre. Le gouvernement est en outre encouragé à adopter des prix de réserve de spectre plus bas. La récente proposition de la TRAI (Telecom Regulatory Authority of India) est un pas dans la bonne direction.

2. Cotisation à l'USOF (Universal Service Obligation Fund) En Inde, les cotisations aux services universels font partie des plus élevées au monde (5 % du résultat d'exploitation) et il serait utile de les revoir entièrement. Selon le rapport, le gouvernement devrait s'attacher à développer des partenariats public-privé et chercher d'autres sources de revenus, plutôt que d'entraver le développement du secteur avec des mécanismes financiers inefficaces tels que la cotisation à l'USOF.

3. Exigences en matière d'émissions de radio fréquences équilibrées et fondées sur des preuves La réglementation récemment adoptée par le gouvernement indien va au-delà des normes internationales, augmente les coûts de réseau et peut réduire la qualité du service. Il est recommandé d'adopter plutôt les meilleures pratiques pour les limites de radio fréquences,

recommandées par la Commission internationale pour la protection contre les rayonnements non ionisants et approuvées par l'OMS.

Pouvoir habilitant du mobile La pénétration accrue des technologies mobiles en Inde s'accompagne de nombreux avantages socio-économiques. Dans l'agriculture, les solutions mobiles améliorent les récoltes et soutiennent les agriculteurs en augmentant leur contact avec les marchés. De même, elles permettent un meilleur accès aux soins de santé et une réduction de la mortalité, tandis que la technologie mobile permet aux communautés rurales et mal desservies de bénéficier de services financiers. Avec la puissance du mobile, l'objectif de l'éducation pour tous est de plus en plus proche. Le gouvernement peut un rôle important à jouer dans tous ces domaines en faisant tomber les barrières à l'intégration de solutions mobiles dans un monde de plus en plus connecté.

« L'Inde est sur le point de connaître une transformation économique et sociale grâce au téléphone mobile », poursuit Mme Bouverot. « Le secteur du téléphone mobile est prêt à travailler en étroite collaboration avec le gouvernement et les secteurs industriels adjacents, afin d'accélérer la croissance via le téléphone mobile, pour augmenter l'innovation en Inde et améliorer la vie de tous ses citoyens ».

Vous pouvez consulter le rapport complet à l'adresse suivante : <http://www.gsma.com/mobileeconomyindia>

Notes pour les éditeurs[1] Ce chiffre correspond à l'association des emplois directs fournis par les opérateurs de téléphonie mobile, des emplois au sein de l'écosystème mobile et de l'effet multiplicateur causé par l'impact positif de celui-ci sur les industries, ce qui renforce encore la création d'emplois.

[2] Les connexions mobiles correspondent au nombre total de cartes SIM uniques (ou de numéros de téléphone en l'absence de cartes SIM) enregistrées sur les réseaux mobiles. Les abonnés uniques correspondent aux utilisateurs individuels de mobile.

À propos de la GSMA La GSMA représente les intérêts des opérateurs de mobile à travers le monde. Présente dans plus de 220 pays, elle rassemble près de 800 opérateurs mobiles dans le monde, ainsi que 250 sociétés dans l'écosystème mobile élargi, dont des fabricants de

téléphones, de logiciels, des fournisseurs d'équipement, des sociétés Internet et des organismes dans les secteurs des services financiers, de la santé, des médias, des transports et des marchés publics. La GSMA organise également les plus grands événements du marché, tels que le Congrès mondial de la téléphonie mobile et la Mobile Asia Expo.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site de la GSMA à l'adresse www.gsma.com .
Suivez la GSMA sur Twitter: @GSMA.

SOURCE GSMA

RELATED LINKS <http://www.gsma.com>